

chèque du gouvernement tous les trimestres, chèque qu'ils attendent avec impatience. Je puis vous dire qu'ils téléphonent à mon bureau si le chèque n'est pas arrivé le jour prévu.

Il faut toutefois se montrer réaliste lorsqu'il est question d'améliorer la compétitivité. Il semble que ce soit là un des problèmes des députés d'en face. Ils ne semblent pas vraiment se préoccuper de la compétitivité. En fait, s'ils étaient portés au pouvoir, ils continueraient d'appliquer leurs anciennes politiques.

De nos jours, il faut soutenir la concurrence d'un monde en évolution, qu'il soit question des États-Unis ou des pays d'Europe ou d'Asie. Or, c'est ce que le gouvernement garantit par l'entremise de la réforme fiscale. Il permet d'améliorer notre compétitivité au moyen de la réforme fiscale, en abaissant les taux d'imposition prévus dans la loi, de manière que la réduction de nos taux soit comparable à la baisse des taux dans les autres pays.

Dans son budget de 1992, le gouvernement a annoncé une réduction du taux d'imposition des bénéfices de fabrication et de transformation et une augmentation du taux d'amortissement des machines de fabrication et de transformation, afin de faciliter l'adaptation de l'industrie.

• (1240)

Je veux en parler un instant, car c'est un des facteurs essentiels dont nous devons tenir compte dans notre pays, c'est-à-dire la restructuration de nos industries par la modernisation et son adaptation aux nouvelles technologies. Venant du nord de l'Ontario, une région d'exploitation des ressources naturelles, je puis vous dire que nous avons traversé une période de restructuration très difficile.

C'est indispensable pour devenir compétitifs, par exemple dans le secteur forestier—mon collègue qui siège derrière moi porte un très vif intérêt à l'industrie forestière dans son coin de la Colombie-Britannique. C'est important, car une scierie peut soudain avoir à acheter une nouvelle écorceuse pour lui permettre de réduire son coût global d'exploitation.

Voilà à quoi se résume réellement la mesure à l'étude: pouvoir aider les particuliers, mais aussi les sociétés, à faire des bénéfices. Certains à la Chambre trouvent que «bénéfices» est un mot obscène et qu'une société ne devrait pas faire de bénéfices.

Initiatives ministérielles

Il faut que les entreprises fassent des bénéfices pour demeurer viables et prendre de l'expansion; il faut qu'elles puissent réinvestir leurs bénéfices en achetant du matériel neuf et en créant des emplois permanents. C'est un aspect très important dont nous devrions nous soucier.

Il s'agit également d'encourager les particuliers à prendre des risques en offrant une exonération cumulative des gains en capital.

En agriculture comme dans le secteur de la petite entreprise, la plupart des gens travaillent sept jours sur sept, 24 heures sur 24. Ces entreprises constituent un facteur essentiel de l'avenir de notre pays. Qu'elles comptent deux, cinq ou 25 employés, les petites entreprises constituent le ferment de l'activité économique de notre pays.

Après des années de travail acharné, les propriétaires de ces entreprises devraient pouvoir réaliser un gain en capital pour les récompenser de toutes les heures de travail qu'ils y ont consacrées. Il s'agit bien souvent d'entreprises familiales où le mari et la femme ont passé des années à travailler tout en élevant leurs enfants. Puis, à l'âge normal de la retraite ou à cause de problèmes de santé ou pour quelque raison que ce soit, ils décident de passer la main pour commencer une vie nouvelle.

Nous devrions nous préoccuper d'un facteur essentiel pour les Canadiens, c'est-à-dire la possibilité de faire ce qu'ils jugent pertinent de faire en investissant, eux et les gouvernements, dans la petite entreprise.

L'autre élément consiste dans l'établissement de crédits d'impôt pour les sociétés à capital de risque de travailleurs. Nous reconnaissons tous que nous ne pouvons plus nous permettre d'avoir les travailleurs, les dirigeants d'entreprise et le gouvernement chacun dans leur coin.

De nos jours, il est essentiel que nous regardions bien où nous allons afin de donner toutes les chances possibles à nos petits-enfants. Il faut que tous les secteurs unissent leurs efforts. Si nous examinons ce qui se passe dans d'autres pays, nous voyons que cela se fait déjà, que les travailleurs, les dirigeants d'entreprise et les gouvernements examinent ensemble la possibilité de créer des partenariats.

Nous en avons déjà vu des exemples dans le nord de l'Ontario et dans d'autres régions du pays. Il deviendra essentiel d'envisager ce genre de collaboration entre les travailleurs, l'industrie et le gouvernement afin d'assurer une certaine stabilité et de protéger nos emplois au Canada.